



Assemblée générale

Distr. générale
26 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 158 a) de l'ordre du jour

**Financement des forces des Nations Unies chargées
du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force
des Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

Exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la Mission	6
D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	6
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	7
III. Exécution du budget	15
A. Ressources financières	15
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	16
C. Évolution des dépenses mensuelles	16
D. Autres recettes et ajustements	17
E. Dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	17



IV. Analyse des écarts	18
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	20
VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	21

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et l'objectif de la Force est mise en évidence dans les cadres de budgétisation axés sur les résultats qui présentent une analyse par composante (composante opérations et composante appui).

Au titre de la composante opérations, la Force a renforcé ses activités d'observation et de surveillance, ses opérations nocturnes et ses patrouilles, afin de réduire le nombre de violations potentielles des zones de limitation. Au titre de la composante appui, la Force est devenue moins dépendante des groupes électrogènes en raccordant les postes militaires au réseau électrique local et a fourni davantage de cartes aux intervenants pour étayer les décisions, favoriser la compréhension des situations et soutenir les opérations.

Durant la période considérée, la Force a continué de mener ses opérations et de s'acquitter de son mandat qui est de surveiller la zone de séparation sur la base de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes. Aucun incident grave entre les parties n'a été signalé.

Le total des dépenses de la Force pour l'exercice 2011/12 s'élève à 48,2 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 95,5 %, contre un total de 47,3 millions de dollars et un taux d'exécution du budget de 98,9 % pour l'exercice 2010/11.

L'existence d'un solde inutilisé de 2,3 millions de dollars tient essentiellement au fait que le montant des dépenses a été inférieur aux prévisions au titre : a) des militaires et du personnel de police (2,6 millions de dollars), le coût effectif de la relève des membres des contingents ayant été moins élevé que prévu et en raison de la révision des dépenses concernant les rations; et b) des dépenses opérationnelles (0,7 million de dollars) du fait de la résiliation du contrat de services concernant les véhicules blindés de transport de troupes Sisu, des retards pris dans la mise en place de circuits loués et de la non-exécution du projet de tour de télécommunications en raison des conditions de sécurité. Cependant, la sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit (1,0 million de dollars) imputable au versement d'indemnités d'évacuation aux personnes qui sont à la charge des membres de la Force recrutés sur le plan international (entre juillet 2011 et janvier 2012), compte tenu des conditions de sécurité dans la zone de la mission.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	24 862,8	22 290,7	2 572,1	10,3
Personnel civil	11 679,4	12 666,4	(987,0)	(8,5)
Dépenses opérationnelles	13 983,9	13 286,2	697,7	5,0
Total brut	50 526,1	48 243,3	2 282,8	4,5

Recettes provenant des contributions du personnel	1 526,7	1 355,4	171,3	11,2
Total net	48 999,4	46 887,9	2 111,5	4,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	50 526,1	48 243,3	2 282,8	4,5

Ressources humaines : exécution du budget

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Contingents	1 047	1 047	–
Personnel recruté sur le plan international	46	41	10,9
Personnel recruté sur le plan national	110	103	6,4

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 figure dans le rapport du Secrétaire général du 2 février 2011 (A/65/710) et s'élève à 49 561 700 dollars en chiffres bruts (48 035 000 dollars en chiffres nets). Ce budget couvre le déploiement de 1 047 militaires, 46 fonctionnaires internationaux et 110 agents recrutés sur le plan national.

2. Dans son rapport correspondant du 18 mars 2011 (A/65/743/Add.3), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 49 561 700 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.

3. Par sa résolution 65/302, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 50 526 100 dollars (montant net : 48 999 400 dollars) aux fins du fonctionnement de la Force pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012. La totalité du montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. La Force a été créée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 350 (1974). Elle est chargée de maintenir une zone de séparation située en République arabe syrienne et de surveiller l'application de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes. Le Conseil de sécurité a prorogé son mandat dans des résolutions ultérieures, dont les résolutions 1994 (2011) et 2028 (2011) pour l'exercice considéré.

5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après au titre des composantes opérations et appui.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2011/12, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Le total des dépenses engagées pour financer le fonctionnement de la Force en 2011/12 s'est élevé à 48 243 300 dollars en chiffres bruts (montant net : 46 887 900 dollars).

9. Durant la période considérée, la Force a continué de faire respecter le cessez-le-feu dans la zone de séparation en remplissant ses objectifs opérationnels,

notamment en intensifiant ses activités d'observation et de surveillance et en poursuivant le marquage des secteurs Alpha et Bravo.

10. Compte tenu de l'insécurité qui règne en République arabe syrienne, la Force a développé ses liaisons avec les parties afin d'aider à maintenir la stabilité dans les zones de limitation et de séparation. Bien que la situation n'ait pas d'incidence directe sur les opérations de la Force, des réunions ont été organisées pour suivre son évolution et prévenir tout risque de conflit.

C. Activités d'appui de la Mission

11. Du 16 au 22 octobre 2011, une équipe du Siège de l'Organisation a rencontré les responsables de la Force sur place afin de mener une évaluation conjointe de la capacité opérationnelle de la Force. L'équipe d'évaluation a conclu que la Force était configurée de telle manière qu'elle pouvait s'acquitter de ses tâches et a recensé des domaines dans lesquels ses capacités pouvaient être renforcées. La Force a par conséquent lancé un programme de modernisation de son matériel et de ses infrastructures afin de maintenir sa capacité opérationnelle et ses moyens de protection.

12. La Force a également continué d'améliorer la gestion des rations en rationalisant leur composition, ce qui a réduit le gaspillage. Elle a examiné de près les dépenses relatives aux rations et a mis en place un système efficace de distribution des rations stockées à différents endroits.

13. La Force a également exécuté la deuxième phase (1^{er} juillet 2011-30 juin 2012) du plan de soutien logistique de la mission. Elle a pris des mesures pour appliquer les normes des Nations Unies concernant la mise à disposition de locaux d'hébergement distincts pour les militaires de sexe féminin, la construction d'une usine de traitement des eaux usées dans le secteur Alpha et le remplacement des ambulances et des véhicules blindés de transport de troupes qui étaient hors d'usage. Les systèmes de radio civils et militaires ont été intégrés. La Force a par ailleurs regroupé les bureaux de l'administration et ceux des services d'appui en déplaçant la base logistique de Damas à son siège au camp Faouar.

D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

14. Compte tenu des conditions de sécurité prévalant dans la zone de la mission, la Force a continué de participer à des réunions de coordination sur les questions de sécurité avec les entités des Nations Unies présentes dans la région, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne et le Programme alimentaire mondial.

15. La Force a également continué de renforcer sa coopération avec d'autres entités des Nations Unies en participant à différentes réunions telles que la conférence régionale des chefs de mission, les réunions régionales tenues à Chypre, la Conférence des commandants des forces des missions de paix au Moyen-Orient et les réunions régionales sur les technologies de l'information et des communications.

Ces réunions ont porté sur les questions de sécurité commune, de partage de l'appui administratif et d'utilisation efficace et effective des ressources. Ces réunions ont par ailleurs donné l'occasion aux membres du personnel de comprendre l'impact de la situation politique et militaire, en particulier des troubles qui agitent la République arabe syrienne, et d'adapter leurs stratégies en conséquence. Les réunions régionales ont contribué à l'établissement de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne, qui a pu être déployée en 30 jours grâce à l'appui fourni par des missions régionales telles que la FNUOD, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST).

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : opérations

16. Durant la période considérée, la Force a continué de s'acquitter de son mandat et de faire respecter le cessez-le-feu dans la zone de séparation, en effectuant des patrouilles et en installant des postes de contrôle, afin de s'assurer qu'il n'y avait pas de forces militaires des parties dans cette zone. Elle a multiplié ses activités d'observation et de contrôle, ainsi que ses patrouilles et opérations de nuit à proximité de la ligne de cessez-le-feu. Le rayon d'action de ses patrouilles a toutefois été restreint, en particulier dans la zone de limitation du secteur Bravo. Deux incidents mettant en cause les forces militaires et de sécurité syriennes à l'intérieur de la zone de séparation ont eu lieu les 1^{er} mars et 25 mai 2012. Malgré ces difficultés, la Force a continué d'indiquer clairement les secteurs Alpha et Bravo, qui marquent la zone de séparation à l'est et à l'ouest, en entretenant et installant des chicanes.

17. La Force a continué de mener des activités dans le domaine des affaires civiles, notamment de rencontrer les autorités civiles et de sécurité et de mener des actions d'information auprès des populations locales dans la zone de séparation. La Force a renforcé ses efforts de liaison avec les parties afin d'aider à maintenir la stabilité dans les zones de limitation et de séparation.

18. Elle a continué de soutenir le Comité international de la Croix-Rouge en assurant l'escorte de civils traversant la zone de séparation. Elle a également continué de mener des opérations de déminage dans la zone de séparation afin d'assurer la sécurité de son personnel lors des patrouilles.

Réalisation escomptée 1.1 : Les parties agissent conformément à l'Accord sur le dégagement des forces et s'y conforment

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Séparation des forces et zones de limitation maintenues

676 violations mineures dans la zone de responsabilité du FNUOD signalées aux parties intéressées

Produits prévus

 Produit(s)
 exécuté(s) :
 oui/non
 ou nombre Observations

Réunions hebdomadaires de haut niveau avec les autorités syriennes et, au besoin, avec les responsables syriens locaux, afin de régler les questions liées à la mise en œuvre du mandat de la FNUOD

35 Réunions
 Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison de difficultés imprévues dans l'organisation des réunions.

Réunions hebdomadaires de haut niveau avec les autorités israéliennes, afin de régler les questions liées à la mise en œuvre du mandat de la FNUOD et d'améliorer la coopération

24 Réunions
 Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison de difficultés imprévues dans l'organisation des réunions.

Réunions bihebdomadaires avec les officiers de liaison des Forces de défense israéliennes

36 Réunions
 Le chiffre est supérieur aux prévisions en raison de la nécessité de tenir des réunions supplémentaires compte tenu des conditions de sécurité dans la zone de la mission.

Consultation régulière avec les autorités civiles et action d'information auprès des populations locales dans la zone de séparation, par l'entremise des autorités syriennes compétentes, afin de mieux faire connaître le mandat, le rôle et les activités de la FNUOD

Oui Les consultations avec les autorités civiles et les actions d'information auprès des populations locales ont été moins fréquentes que prévu compte tenu des conditions de sécurité dans la zone de la mission.

Réunions hebdomadaires avec les autorités civiles et les services de sécurité syriens compétents afin de coordonner les activités de gestion des affaires civiles et de communication au niveau local

30 Réunions
 Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison des conditions de sécurité dans la zone de la mission.

51 240 jours-homme de tâches spéciales/patrouilles mobiles, dont 20 496 jours-homme de tâches spéciales (28 militaires x 2 sections x 366 jours) conduites par la compagnie du quartier général, et 30 744 jours-homme de patrouilles mobiles (3 militaires x 28 patrouilles x 366 jours) sur véhicules blindés de transport de troupes (opérations mobiles, patrouilles, faction dans des postes de contrôle temporaires, tâches de protection – protection de convois, par exemple – et fourniture d'un appui à d'autres organismes des Nations Unies)

51 240 Jours-homme de tâches spéciales/patrouilles mobiles, dont 20 496 jours-homme de tâches spéciales et 30 744 jours-homme de patrouilles mobiles

24 090 patrouilles : 20 075 de jour et 4 015 de nuit	33 668	Patrouilles : 29 815 de jour et 3 853 de nuit Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison des besoins opérationnels de patrouilles supplémentaires pour prévenir d'éventuelles violations de la ligne de démarcation.
21 228 jours-homme de poste et position d'observation occupés (2 militaires x 29 postes et positions x 366 jours)	21 228	Jours-homme de poste et position d'observation occupés
10 980 jours-homme de patrouille d'intervention rapide (2 militaires x 15 patrouilles x 366 jours)	10 980	Jours-homme de patrouille d'intervention rapide
32 940 jours-homme d'envoi rapide de groupe (10 militaires x 9 envois x 366 jours)	32 940	Jours-homme d'envoi rapide de groupe
732 jours-homme d'équipes spéciales d'établissement de faits (2 militaires x 1 équipe x 366 jours)	732	732 jours-homme d'intervention rapide d'équipes spéciales d'établissement de faits (2 militaires x 1 équipe x 366 jours)
Inspections bihebdomadaires des zones de limitation	26	Inspections
Protestations concernant toutes les violations de l'accord sur le désengagement	676	Protestations
Établissement de 2 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	Rapports
Communication immédiate avec les parties dans les situations de crise	Oui	Dans le cadre de réunions au cours desquelles les parties ont toutes deux montré une coopération élevée
Escortes périodiques (50) de personnes traversant la zone de séparation à des fins humanitaires sous la supervision du CICR	57	Escortes concernant 1 574 personnes

Réalisation escomptée 1.2 : Réduction du danger présenté par les mines dans la zone de séparation

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Aucune personne tuée ou blessée par des mines ou des engins non explosés (2009/10 : 0 victime; 2010/11 : 0 victime; 2011/12 : 0 victime)

5 victimes (des enfants qui jouaient dans un champ de mines signalé)

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre*

Observations

Enlèvement des mines et des engins non explosés dans la zone de séparation; contrôle et dégagement continus des itinéraires de patrouille à des fins de sécurité opérationnelle

Oui 72 mines antipersonnel, 55 mines antichar et 64 engins non explosés

Fourniture de conseils au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour son projet de sensibilisation aux dangers des mines (sur demande)	Non	Ce produit n'a pas été exécuté en raison de l'absence de demande de la part de l'UNICEF
Soutien à l'action de sensibilisation au danger des mines menée par le Croissant-Rouge arabe syrien en coordination avec le CICR et l'UNICEF par une aide apportée aux organismes chefs de file pour apprendre aux adultes et enfants locaux à reconnaître les mines et sensibiliser ceux-ci aux conséquences qu'entraîne leur manipulation sans précautions, et par un meilleur marquage des champs de mines proches des positions et itinéraires de patrouille de la FNUOD qui pourraient représenter un danger pour la population du gouvernorat de Quneitra	Non	Ce produit n'a pas été exécuté en raison de l'absence de demande de la part du CICR et de l'UNICEF

Réalisation escomptée 1.3 : Meilleure connaissance du mandat de la FNUOD dans la population civile

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Réduction du nombre de cas de franchissements accidentels de la ligne de cessez-le-feu par des civils dans la zone de séparation (2009/10 : 8 incidents; 2010/11 : 2 incidents; 2011/12 : 0 incident)

Objectif réalisé; il n'y a eu aucun franchissement accidentel de la ligne de cessez-le-feu par des civils dans la zone de séparation.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre*

Observations

Réunions mensuelles avec les autorités civiles et les responsables de la sécurité dans la zone de séparation sur la mise en œuvre du mandat de la FNUOD compte tenu de la présence accrue de civils syriens à proximité de la ligne de cessez-le-feu dans la zone de séparation

27 Réunions

Le chiffre est supérieur aux prévisions en raison de réunions supplémentaires tenues pour atténuer les éventuels conflits avec des cultivateurs syriens qui avaient étendu leurs cultures à l'ouest de la ligne Alpha.

Liaison périodique avec les autorités locales compétentes sur le développement des installations civiles dans la zone de séparation

Oui Dans le cadre de 5 réunions

Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison du refus opposé aux demandes de tenue de réunions avec les autorités du gouvernorat de Quneitra.

Réunions régulières, organisées avec l'aide des représentants principaux de la République arabe syrienne, avec des résidents de la zone de séparation pour mieux faire connaître le mandat de la FNUOD et prévenir les franchissements accidentels de la ligne de cessez-le-feu

1 Réunion tenue durant la distribution des permis d'exploitation agricole à l'ouest de la ligne Alpha

Le chiffre est inférieur aux prévisions en raison des conditions de sécurité prévalant dans la zone de la mission.

Composante 2 : appui

19. Durant la période considérée, la composante appui de la Force a continué de fournir des services logistiques, administratifs et de sécurité pour un effectif moyen de 1 047 membres des contingents, 41 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 103 fonctionnaires recrutés sur le plan national. La Force a réussi à devenir moins dépendante des groupes électrogènes en raccordant les postes militaires au réseau électrique local; à mettre en œuvre un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire et civil; à poursuivre l'entretien et la réparation de ses installations et de son matériel; et à fournir davantage de cartes aux intervenants pour éclairer les décisions, favoriser la compréhension des situations et soutenir les opérations. Elle a également continué de fournir des services de sécurité, de formation et d'enquête sur les incidents liés à la sécurité.

Réalisation escomptée 2.1 : Appui effectif et efficient à la Force sur les plans logistique et administratif et sur le plan de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Réduction de 3 % de la consommation générale de carburants (2009/10 : 6 %; 2010/11 : 6,1 %; 2011/12 : 3 %)

La consommation générale de carburants a augmenté de 6,3 %, les patrouilles militaires de jour étant plus nombreuses en raison des conditions de sécurité et les dépenses de chauffage ayant augmenté pendant la période hivernale. La consommation générale de carburants pour 2011/12 a été de 3 268 021 litres, contre 3 073 761 litres en 2010/11.

Réduction du nombre de véhicules à comptabiliser en pertes pour cause d'accident (2009/10 : 16 véhicules; 2010/11 : 9 véhicules; 2011/12 : 0 véhicule)

5 véhicules ont été comptabilisés en pertes pour cause d'accident.

Augmentation du pourcentage de la valeur des biens comptabilisés en pertes détruits ou mis au rebut par rapport à la valeur totale des biens comptabilisés en pertes dont la destruction ou la mise au rebut a été recommandée (2009/10: 75 %; 2010/11 : 99,9 %; 2011/12 : 85 %)

Le pourcentage de la valeur des biens comptabilisés en pertes détruits ou mis au rebut par rapport à la valeur totale des biens comptabilisés en pertes dont la destruction ou la mise au rebut a été recommandée est de 77 %; ce pourcentage est inférieur aux prévisions en raison des difficultés rencontrées pour céder les véhicules dans les zones indiquées par les autorités locales, compte tenu des conditions de sécurité dans la zone de la mission.

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre Observations

Amélioration des services

Être moins dépendant des groupes électrogènes en raccordant les postes militaires au réseau électrique local, permettant ainsi de réduire de 73 à 69 le nombre des groupes électrogènes utilisés

Oui Le nombre de groupes électrogènes utilisés a été ramené à 67 à la fin de la période considérée : 2 groupes électrogènes ont été transférés au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, situé au

Augmenter la valeur des biens comptabilisés en pertes détruits ou mis au rebut par rapport à la valeur totale des biens comptabilisés en pertes dont la destruction ou la mise au rebut a été recommandée	Non	Turkménistan, et 4 autres ont été cédés. La valeur totale des biens détruits ou mis au rebut s'élève à 1 282 374 dollars, ce qui représente 77 % de la valeur totale des biens comptabilisés en pertes dont la destruction ou la mise au rebut a été recommandée, qui s'élève à 1 670 420 dollars (contre 1 225 769 dollars, soit 99,9 %, de la valeur totale de 1 226 733 dollars en 2010/11).
Améliorer la sécurité et la sûreté du personnel en réduisant le nombre de graves accidents de la route Militaires, personnel de police et personnel civil	Non	5 véhicules ont été comptabilisés en pertes pour cause d'accident.
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de 1 047 militaires	1 047	Militaires (effectif moyen)
Vérification, surveillance et inspection du matériel appartenant aux contingents pour un effectif moyen de 1 047 militaires	Oui	29 rapports de vérification
Approvisionnement et stockage des rations de 2 camps et 22 positions, pour un effectif moyen de 1 047 militaires	1 047	Militaires (effectif moyen)
Administration de 46 agents recrutés sur le plan international et de 110 agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)	41	Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen)
	103	Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)
Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline à l'intention de tout le personnel militaire et civil (formation, prévention, suivi et recommandation de mesures correctives en cas de manquement)	Oui	Dans le cadre de 24 sessions de formation pour un total de 103 fonctionnaires (18 militaires et 85 civils)
Installations et infrastructures		
Entretien et réparation des installations du camp Faouar, du camp Ziouani et du bureau de représentation de Damas, ainsi que du détachement de police militaire C, de 22 positions et de 8 avant-postes de la zone de séparation	Oui	Il a été répondu à 991 demandes de services au total.
Entretien de 14 puits et systèmes de filtrage	14	Puits et systèmes de filtrage
Exploitation et entretien de 69 groupes électrogènes sur 29 sites	69	Groupes électrogènes
Réfection et entretien de 10 km de routes	10,5	Kilomètres de pistes de patrouille
Élaboration de quelque 3 000 cartes administratives, opérationnelles et thématiques au moyen du système d'information géographique pour étayer les décisions, favoriser la compréhension des situations et soutenir les opérations	4 348	Cartes Le chiffre est supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation des besoins opérationnels due aux conditions de sécurité dans la zone de la mission.

Transports terrestres

Exploitation et entretien de 376 véhicules, dont 24 véhicules blindés de transport de troupes appartenant à l'ONU 376 Véhicules

Communications

Service et entretien de 9 autocommutateurs privés, 1 100 postes téléphoniques, 2 stations terrestres de transmission par satellite, 536 postes de radio émetteur-récepteur, 342 talkie-walkie, 22 répéteurs et 35 liaisons hertziennes

9 Autocommutateurs privés
1 100 Postes téléphoniques
2 Stations terrestres de transmission par satellite
536 Postes de radio émetteur-récepteur
342 Talkie-walkie
22 Répéteurs
35 Liaisons hertziennes

Informatique

Service et entretien d'un réseau longue portée et de 30 serveurs, 430 ordinateurs de bureau, 65 ordinateurs portables, 102 imprimantes et 38 expéditeurs numériques, sur 26 sites

30 Serveurs
430 Ordinateurs de bureau
65 Ordinateurs portables
102 Imprimantes
38 Expéditeurs numériques
26 Sites

Administration et entretien de 495 comptes de messagerie électronique 495 Comptes de messagerie électronique

Santé

Gestion et entretien de deux centres médicaux de niveau I à l'intention du personnel de la FNUOD et de l'ONUST ainsi que de la population civile locale dans les cas d'urgence 2 Centres médicaux de niveau I; 5 008 patients, dont 210 civils locaux

Gestion et entretien d'installations offrant à l'ensemble du personnel des services confidentiels de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique sur le VIH/sida Oui Services de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique fournis sur demande

Programme de sensibilisation à la question du VIH/sida destiné à l'ensemble du personnel de la mission, y compris l'éducation par les pairs Oui Inclus dans le programme de formation initiale pour 1 069 militaires et membres du personnel civil

Sécurité

Fourniture de services de sécurité (y compris l'évaluation et la gestion des risques) au camp Faouar, au camp Ziouani, au bureau de représentation de Damas, au détachement de police militaire C dans la zone de séparation et dans 22 positions Oui Grâce à l'élaboration de comptes rendus quotidiens sur la sécurité et de rapports sur l'évaluation des risques; à la conduite de réunions hebdomadaires d'information sur la sécurité à l'intention des fonctionnaires clefs de la Force; à la participation aux réunions de la cellule de sécurité et de l'équipe de gestion de la

Organisation de 1 756 heures de formation (procédures de sécurité, protection en cas d'attaques nucléaires, chimiques et biologiques, mise aux abris et protection d'un camp, initiation aux questions de sécurité et exercices d'évacuation en cas d'incendie) à l'intention de 1 203 membres du personnel de la mission	5 443	sécurité en Syrie; et à des formations initiales pour 991 membres du personnel de la mission Heures de formation pour 1 203 membres du personnel de la mission Le chiffre est supérieur aux prévisions en raison de l'application du programme prévoyant une formation adaptée aux besoins de la mission et un minimum de 5 heures de formation annuelle par personne.
Conduite d'enquêtes sur les incidents mettant en cause la sécurité, et fourniture de conseils au personnel de la FNUOD et à celui de neuf organismes des Nations Unies	Oui	271 incidents ont fait l'objet d'une enquête (accidents de la route, pertes de biens, vols, violations des règles applicables)

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	24 862,8	22 290,7	2 572,1	10,3
Police des Nations Unies	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	24 862,8	22 290,7	2 572,1	10,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	8 071,0	9 232,2	(1 161,2)	(14,4)
Personnel recruté sur le plan national	3 567,4	3 363,1	204,3	5,7
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	41,0	71,1	(30,1)	(73,4)
Total partiel	11 679,4	12 666,4	(987,0)	(8,5)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	20,5	1,9	18,6	90,7
Voyages	458,8	371,6	87,2	19,0
Installations et infrastructures	6 198,0	6 247,7	(49,7)	(0,8)
Transports terrestres	3 798,1	3 498,0	300,1	7,9
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	1 347,8	1 103,1	244,7	18,2
Informatique	841,8	834,6	7,2	0,9
Santé	460,8	391,4	69,4	15,1
Matériel spécial	258,6	165,7	92,9	35,9
Fournitures, services et matériels divers	599,5	672,2	(72,7)	(12,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	13 983,9	13 286,2	697,7	5,0
Total brut	50 526,1	48 243,3	2 282,8	4,5
Recettes provenant des contributions du personnel	1 526,7	1 355,4	171,3	11,2
Total net	48 999,4	46 887,9	2 111,5	4,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	50 526,1	48 243,3	2 282,8	4,5

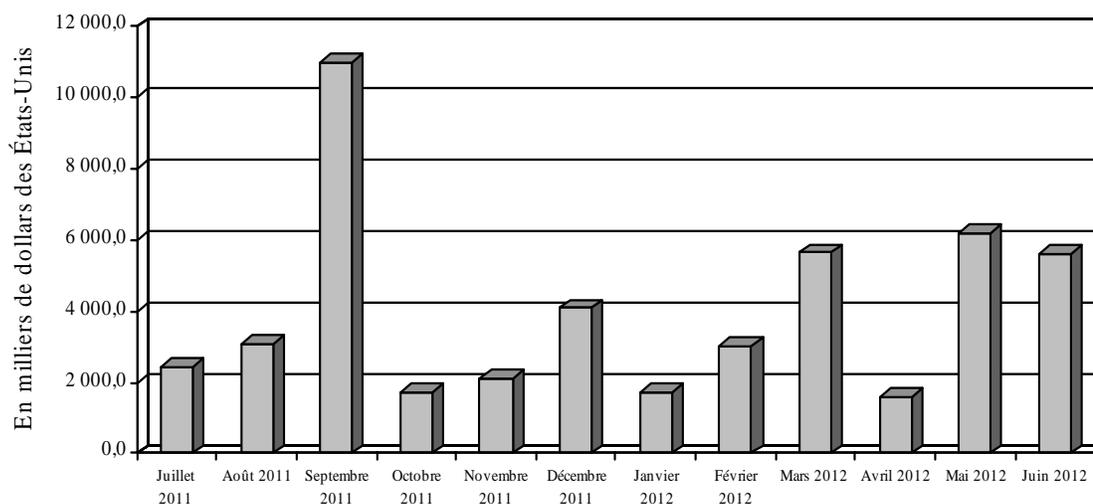
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	24 862,8	(1 000)	23 862,8
II. Personnel civil	11 679,4	1 527	13 206,4
III. Dépenses opérationnelles	13 983,9	(527)	13 456,9
Total	50 526,1	-	50 526,1
Pourcentage de réaffectations			3,0

20. Les réaffectations de ressources ont servi à couvrir les dépenses supplémentaires afférentes au versement d'indemnités d'évacuation aux personnes qui sont à la charge des membres du personnel recrutés sur le plan international durant la période comprise entre juillet 2011 et janvier 2012, compte tenu des conditions de sécurité dans la zone de la mission. Des ressources supplémentaires ont également été nécessaires au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) du fait d'un nombre plus élevé que prévu de fonctionnaires en congé de maternité ou de maladie de longue durée. Le dépassement de crédits a en partie été compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des voyages dans le cadre de la relève des contingents, en raison des retards pris dans la relève d'un contingent, et pour les rations, du fait de la révision de leur composition.

C. Évolution des dépenses mensuelles



21. L'augmentation des dépenses constatées en septembre 2011 et en mars, mai et juin 2012 est imputable au remboursement des sommes dues aux pays fournisseurs de contingents au titre des dépenses afférentes aux contingents, du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	130,2
Recettes diverses ou accessoires	118,0
Engagements d'exercices antérieurs : annulation	338,3
Total	586,5

E. Dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	354,2
Total partiel	354,2
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	266,6
Santé	175,0
Matériel spécial	4,4
Total partiel	446,0
Total	800,2

<i>Facteurs applicables pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	–	1 ^{er} juillet 1996	–
Usage opérationnel intensif	–	1 ^{er} juillet 1996	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	–	1 ^{er} juillet 1996	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0-1,5		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	2 572,1	10,3 %

22. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement a) au fait que le montant des dépenses pour les voyages au titre de la relève des contingents a été inférieur aux prévisions en raison des retards pris dans la relève d'un contingent; b) au nombre moins élevé que prévu de membres des contingents ayant droit à l'indemnité de permission; c) à l'absence de demandes d'indemnisation (décès ou invalidité) durant la période considérée; et d) à la sous-utilisation des crédits prévus pour les rations en raison de la révision de leur composition et de l'achat de moins de rations de combat que prévu.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(1 161,2)	(14,4 %)

23. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le versement d'indemnités d'évacuation aux personnes qui sont à la charge des membres du personnel recrutés sur le plan international entre juillet 2011 et janvier 2012, compte tenu des conditions de sécurité. Le dépassement de crédit est en partie compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des contributions du personnel, en raison de la révision du barème des traitements du personnel recruté sur le plan international au 1^{er} janvier 2012.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	204,3	5,7 %

24. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement à la différence entre le taux de change effectif moyen (56,9 livres syriennes pour 1 dollar des États-Unis) et le taux de change utilisé dans le budget (46,3 livres pour 1 dollar). La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit au titre du paiement des heures supplémentaires, en raison de la révision du barème des traitements applicable aux fonctionnaires recrutés sur le plan national au 1^{er} novembre 2010.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	30,1	73,4 %

25. Le dépassement de crédit s'explique principalement par le remplacement temporaire d'un nombre plus élevé que prévu de membres du personnel en congé de maternité ou de maladie de longue durée et par des dépenses plus élevées que prévu

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

au titre du personnel temporaire pour les tâches opérationnelles, y compris la gestion des installations et les transports.

	<i>Écart</i>	
Consultants	18,6	90,7 %

26. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait que les services de consultants qui devaient assurer la formation à la gestion de la chaîne logistique et les techniques de présentation ne l'ont pas été, en raison des conditions de sécurité prévalant dans la région.

	<i>Écart</i>	
Voyages	87,2	19,0 %

27. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait que les voyages au titre de la formation, des opérations et de l'appui ont été moins nombreux que prévu en raison des conditions de sécurité prévalant dans la zone de la mission.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	300,1	7,9 %

28. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement a) au fait que le montant des dépenses afférentes aux réparations et à l'entretien a été inférieur aux prévisions, en raison de la résiliation du contrat de services concernant les véhicules blindés de transport de troupes Sisu et de la non-utilisation du contrat de services concernant 56 camions Renault en raison des conditions de sécurité; et b) à l'achat de moins de matériel que prévu pour les ateliers de réparation de véhicules. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par des dépenses supplémentaires au titre de l'achat de pièces détachées pour les véhicules blindés Nyala, qui ont remplacé les véhicules Sisu.

	<i>Écart</i>	
Communications	244,7	18,2 %

29. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement a) au fait que le montant des dépenses a été inférieur aux prévisions pour les communications commerciales, en raison des retards pris dans la mise en place de circuits loués supplémentaires et de la fiabilité et de l'accessibilité accrues des connexions à fibre optique entre la Force et la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), ce qui a permis de réduire les charges liées aux répéteurs de satellite; et b) au fait que l'achat de matériel de communications pour le projet de tour de télécommunications qui était prévu n'a pas eu lieu du fait de l'impact des conditions de sécurité sur l'approbation du projet. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit à la rubrique services d'appui aux communications en raison de la mise à niveau des services centralisés, y compris de la résilience opérationnelle, de l'optimisation du réseau longue portée et de l'utilisation de la

vidéoconférence, par l'intermédiaire de la plateforme informatique et de communications multisite située à la Base de soutien logistique des Nations Unies et à la Base d'appui des Nations Unies à Valence.

	<i>Écart</i>	
Santé	69,4	15,1 %

30. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement a) à un nombre moins élevé que prévu de personnes nécessitant des soins médicaux; et b) à des dépenses moins élevées que prévu pour les vaccins. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit au titre de l'achat de matériel de laboratoire et de matériel médical.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	92,9	35,9 %

31. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait que le coût du remplacement des jumelles de longue portée a été moins élevé que prévu. La sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement de crédit au titre de l'achat de matériel de détection des mines et de déminage afin de satisfaire des besoins opérationnels accrus.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériels divers	(72,7)	(12,1 %)

32. Le dépassement de crédit s'explique principalement par a) le remplacement de l'équipement du gymnase et de la cuisine; b) l'achat de cartouches d'encre supplémentaires pour imprimantes en raison de l'augmentation des besoins de cartes; c) des frais bancaires accrus en raison des restrictions applicables aux transferts monétaires internationaux en provenance et à destination de la République arabe syrienne; et d) le transfert d'un tracteur et de 27 véhicules à quatre roues motrices des stocks de déploiement stratégiques de la Base de soutien logistique des Nations Unies. Le dépassement de crédit est en partie compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre a) des abonnements, en raison de l'accès gratuit aux journaux par le biais d'Internet; et b) des accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants, disponibles dans les stocks existants.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

33. En ce qui concerne le financement de la FNUOD, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice clos le 30 juin 2012, soit 2 282 800 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements pour l'exercice clos le 30 juin 2012, soit 586 500 dollars, qui comprennent les intérêts

créditeurs (130 200 dollars), les recettes accessoires (118 000 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (338 300 dollars).

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

(A/66/718)

Demandes

Le Comité consultatif estime que, pour faciliter l'évaluation de l'incidence des mesures d'efficacité, des renseignements détaillés sur les économies résultant de l'application de mesures d'efficacité devraient être présentés, le cas échéant, dans la section concernant l'analyse des écarts des rapports sur l'exécution du budget (par. 19).

Le Comité consultatif souhaite que, lors de l'établissement des rapports sur l'exécution des budgets de l'exercice 2011/12, une distinction soit faite entre les éventuelles économies découlant de l'application de mesures d'efficacité et la sous-utilisation des ressources résultant d'autres facteurs (par. 23).

Mesures prises

Les économies résultant de l'application de mesures d'efficacité s'élèvent à : a) 370 000 dollars au titre des frais d'entretien et de réparation, compte tenu du remplacement de 14 véhicules blindés de transport de troupes hors d'usage par des véhicules plus modernes provenant de la FINUL (voir plus haut par. 28); b) 328 000 dollars au titre des rations, du fait de la révision de leur composition, qui a permis d'en faire une utilisation plus efficace et de réduire le gaspillage (voir plus haut par. 22); c) 50 000 dollars au titre du matériel de bureau et de l'hébergement, en raison de dépenses inférieures aux prévisions; et d) 11 000 dollars au titre des travaux d'impression et de reproduction, en raison d'une baisse de la demande d'exemplaires papier et d'une préférence accrue pour la version électronique du *Golan Journal*.

Aux paragraphes 22 à 32 du présent rapport, une distinction a été faite entre les économies découlant de l'application de mesures d'efficacité et la sous-utilisation des crédits résultant d'autres facteurs.

(A/66/718/Add.10)

Demandes

Le Comité consultatif prend note de l'adoption par la FNUOD d'un plan d'appui et des objectifs qu'il renferme. Le Comité s'attend à ce que les prochains projets de budget et rapports sur leur exécution contiendront des informations sur les gains réalisés à la faveur de la mise en œuvre de ce plan (par. 23).

Mesures prises

Des informations sur les gains réalisés à la suite de la mise en application du plan d'appui de la FNUOD sont fournies au paragraphe 13 du présent rapport.